

# **CARREFOUR**

Société anonyme au capital de 1 790 355 957,50 €  
Siège social à Paris (75016), 6 avenue Raymond Poincaré  
652 014 051 RCS PARIS

## **ACTUALISATION DU DOCUMENT DE RÉFÉRENCE DÉPOSÉ AUPRÈS DE L'AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS LE 16 AVRIL 2004**

### **ACTUALISATION EN DATE DU 16 DECEMBRE 2004**

#### **SOMMAIRE**

Chapitre I - Personnes qui assurent la responsabilité de l'actualisation du document de référence et attestations.....	2
Chapitre III - Renseignements de caractère général concernant l'Emetteur et son capital.....	4
Chapitre IV - Renseignements concernant l'activité de l'Emetteur .....	6
Chapitre V – Patrimoine, situation financière, résultats.....	9

**CHAPITRE I**  
**PERSONNES QUI ASSURENT LA RESPONSABILITÉ DE L'ACTUALISATION DU**  
**DOCUMENT DE RÉFÉRENCE ET ATTESTATIONS**

1. Attestation du responsable de l'actualisation du document de référence déposé à l'AMF le 16 avril 2004 (dépôt n° D. 04 - 0513 )

A notre connaissance, les données du document de référence déposé le 16 avril 2004 auprès de l'Autorité des marchés financiers et de la présente actualisation sont conformes à la réalité ; elles comprennent toutes les informations financières nécessaires aux investisseurs pour fonder leur jugement sur le patrimoine, l'activité, la situation financière, les résultats et les perspectives de Carrefour ; elles ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée.

Paris, le 16 décembre 2004

Daniel Bernard  
Président et Directeur Général

2. Attestation des commissaires aux comptes

En notre qualité de commissaires aux comptes de la société Carrefour et en application des articles 211-1 à 211-42 du règlement général de l'AMF, nous avons procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, à la vérification des informations portant sur la situation financière et les comptes historiques données dans le document de référence enregistré par l'AMF sous le numéro D.04-0513, et son actualisation ci-jointe.

Ces documents ont été établis sous la responsabilité du président du conseil d'administration de Carrefour. Il nous appartient d'émettre un avis sur la sincérité des informations qu'ils contiennent, portant sur la situation financière et les comptes.

Le document de référence a fait l'objet d'un avis de notre part en date du 16 avril 2004, dans lequel nous avons conclu que, sur la base des diligences effectuées, nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité des informations portant sur la situation financière et les comptes présentées dans le document de référence.

Nos diligences ont consisté, conformément aux normes professionnelles applicables en France :

- à vérifier qu'il n'est pas survenu d'événements postérieurs à la date de notre avis rappelée ci-dessus, de nature à remettre en cause la sincérité des informations portant sur la situation financière et les comptes et n'ayant pas fait l'objet d'une actualisation, contenues dans le document de référence ;
- à apprécier la sincérité des informations portant sur la situation financière et les comptes présentées dans l'actualisation et à vérifier leur concordance avec les comptes ayant fait l'objet d'un rapport de notre part. Elles ont également consisté à lire les autres informations contenues dans cette actualisation, afin d'identifier le cas échéant les incohérences significatives avec les informations portant sur la situation financière et les comptes et de signaler les informations manifestement erronées que nous aurions relevées sur la base de notre connaissance générale de la société acquise dans le cadre de notre mission. Cette actualisation ne contient pas de données prévisionnelles isolées résultant d'un processus d'élaboration structuré.

Le tableau d'activité et de résultats présenté sous la forme de comptes intermédiaires consolidés pour la période du 1<sup>er</sup> janvier 2004 au 30 juin 2004, arrêté par le conseil d'administration selon les règles et principes comptables français, a fait l'objet d'un examen limité de notre part selon les normes professionnelles applicables en France. Notre rapport d'examen limité ne comporte ni réserve ni observation.

Sur la base de ces diligences, nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité des informations portant sur la situation financière et les comptes, présentées dans le document de référence et son actualisation.

Paris La Défense et Neuilly-sur-Seine, le 15 décembre 2004

KPMG Audit  
Département de KPMG S.A.

Deloitte & Associés

Jean-Luc Decornoy  
Associé

Jean-Paul Picard  
Associé

Frédéric Moulin  
Associé

**CHAPITRE III**  
**RENSEIGNEMENTS DE CARACTERE GENERAL CONCERNANT L'EMETTEUR**  
**ET SON CAPITAL**

(En complément des pages 16 et 134 du document de référence)

Pacte d'actionnaires

Par lettre en date du 29 juin 2003 reçue le 30 juin, en application des dispositions de l'article L. 233-11 du Code de commerce, l'Autorité des marchés financiers a été destinataire d'un pacte d'actionnaires, constitutif d'une action de concert, conclu entre les groupes Halley, March et Monsieur Daniel Bernard, Président Directeur Général de la société. A la suite de la dénonciation du pacte d'actionnaires du 29 août 1999 par plusieurs de ses signataires, avec effet à sa date d'échéance initiale (le 29 août 2004), les actionnaires susmentionnés ont souhaité poursuivre l'action de concert existante autour du Groupe Halley et, à cet effet, établir un nouveau pacte s'inscrivant dans la continuité du pacte actuel et par lequel ils entendent renforcer la solidarité entre eux pour toute décision importante relative au développement de la société.

Il est au préalable rappelé que les actionnaires détiennent, au 25 juin 2004, un nombre d'actions et de droits de vote CARREFOUR tel qu'indiqué ci-dessous et que le nombre d'actions indiqué représente la totalité des actions détenues par les actionnaires à cette date :

	actions	% capital	droits de vote	% droits de vote
Groupe Halley	88 164 281	12,31	169 068 273	19,24
Groupe March	23 744 424	3,32	47 140 464	5,37
Daniel Bernard	1 230 724	0,17	2 192 146	0,25
<b>Total</b>	<b>113 139 429</b>	<b>15,80</b>	<b>218 400 883</b>	<b>24,87</b>

Les principales dispositions du présent accord ont trait :

- à la composition du conseil d'administration de Carrefour : sur 11 membres, 2 seront désignés parmi les candidats proposés par le Groupe Halley, 1 parmi les candidats proposés par le Groupe March, 2 parmi les candidats proposés par Monsieur Daniel Bernard parmi les dirigeants de la société et 5 parmi des personnalités extérieures indépendantes ;
- à la mise en place d'un "secrétariat du pacte", assuré par la société Paroma, chargé d'organiser matériellement la concertation ou tout autre prise de décision collective des actionnaires nécessaire à la mise en œuvre des dispositions du pacte ;
- à la communication au secrétariat du pacte des évolutions des participations de chacun des membres du pacte ;

- à la concertation entre les signataires, à la demande de l'un d'entre eux, en vue d'adopter une position commune :
- \* Préalablement à une assemblée générale en vue d'établir une position commune. En cas d'impossibilité de dégager une position unanime des actionnaires, les décisions seront prises à une majorité de 80% des droits de vote détenus par les actionnaires présents ou représentés le jour où la concertation se tiendra. En l'absence d'une telle majorité de 80%, chaque actionnaire sera en droit d'exercer librement ses droits de vote.
  - \* Dans l'hypothèse d'une offre publique. Les actionnaires pourront décider, à une majorité de 80% des droits de vote qu'ils détiennent au jour de la concertation, d'apporter ensemble leurs titres de capital à l'offre, ou de conserver l'intégralité de leurs titres de capital. A défaut d'accord sur un apport ou une conservation de leurs titres de capital, chacun des actionnaires sera libre de sa position à l'égard de l'offre. En cas d'offre concurrente ou de surenchère, une nouvelle concertation devra avoir lieu dans les mêmes conditions pour confirmer ou modifier l'attitude commune ou concertée préalablement arrêtée.
  - \* Au non franchissement du seuil du tiers du capital ou des droits de vote :
  - \* Les parties s'interdisent d'augmenter leur participation par quelque moyen que ce soit si cette augmentation a pour effet de les obliger à déposer une offre publique ;
  - \* Dans l'hypothèse où le franchissement du seuil d'offre publique résulterait de l'obtention de droits de vote double, il est convenu, afin de maintenir l'égalité entre actionnaires, que ceux-ci convertissent aux porteurs le nombre de titres nécessaire au prorata de leur participation. L'actionnaire qui ne respecterait pas ces engagements sera de plein droit exclu du pacte ;

Le pacte prendra effet au 30 août 2004 et est conclu pour une durée de 3 ans à compter de son entrée en vigueur. Il se renouvellera ensuite par tacite reconduction pour des périodes successives d'une année chacune, à défaut de dénonciation faite par l'un des actionnaires et notifiée au secrétariat au moins six mois avant l'expiration de chacune des échéances du pacte.

Après concertation et décision à la majorité des trois quarts des droits de vote détenus par les autres actionnaires signataires de l'accord, l'actionnaire qui viendrait à détenir moins de 90% des actions détenues initialement avant le premier anniversaire du pacte, moins de 80% de cette participation avant le second anniversaire du pacte ou moins de 70% de cette participation avant le troisième anniversaire du pacte pourrait être considéré par les autres actionnaires comme ayant cessé d'être membre du pacte qui serait alors caduc à son égard.

**CHAPITRE IV**  
**RENSEIGNEMENTS CONCERNANT L'ACTIVITE DE L'EMETTEUR**  
(En complément des pages 27 et 72 du document de référence)

Risques environnementaux

Le Groupe Carrefour a fait de sa responsabilité environnementale, un engagement fort de sa politique.

Compte tenu de notre activité qui ne comprend pas de risque environnemental majeur direct, nous avons identifié les principaux impacts environnementaux sur lesquels le Groupe a mis en place des actions.

- **Prévention des risques liés aux des stations services (pollution des sols, hydrocarbures)**
- **Maîtrise des consommations de fluides réfrigérants**
- **Pollution automobile (parking)**
- **Logistique : réduction des émissions atmosphériques et recherche de transports alternatifs moins polluants**
- **Maîtrise des nuisances pour les riverains (bruit, intégration paysagère)**
- **Gestion des ressources naturelles (ressources halieutiques, bois...)**
- **Réduction de l'impact environnemental des emballages (prise en compte de l'environnement dès la conception de l'emballage, réduction des emballages)**
- **Valorisation des déchets / Recyclage**
- **Gestion de l'eau, énergie**

Les coûts engagés pour prévenir les conséquences de notre activité sur l'environnement correspondent pour partie aux frais de fonctionnement de la Direction Qualité & Développement Durable et de ses relais dans les pays. Cependant, la part la plus importante est la partie opérationnelle correspondant aux montants alloués aux projets spécifiques.

En effet, la politique environnementale et la gestion des risques sont inhérents et gérés par chaque métier et ne sont pas uniquement opérés par la Direction Qualité et Développement Durable.

Risques juridiques

Les sociétés du Groupe sont engagées dans un certain nombre de procès ou litiges dans le cours normal de leurs activités, dont des contentieux avec les administrations fiscales et sociales. Les charges susceptibles d'être estimées avec une fiabilité suffisante et jugées probables par les sociétés et leurs experts, ont fait l'objet de provisions pour risques et charges.

Le montant des provisions relatifs aux services après vente, à des coûts et risques fiscaux, sociaux, et légaux liés à l'activité du Groupe s'élève à 975,5 millions d'euros au 31 décembre 2003.

Aucun des contentieux en cours dans lesquels les sociétés du Groupe sont impliquées n'est, de l'avis de leurs experts, susceptible d'affecter de manière significative l'activité, les résultats ou la situation financière du Groupe.

### Assurances

La politique de gestion des risques et des assurances mise en place par Carrefour a pour objectif, en étroite collaboration avec les opérationnels de :

- Procéder à l'identification et l'évaluation des risques.
- Sécuriser le patrimoine humain et matériel par une politique de prévention adaptée.
- Veiller à la mise en place de mesures permettant de limiter les risques à un niveau acceptable, tout en recherchant à réduire leur probabilité d'apparition et leur gravité.
- Concevoir des scénarii de crise afin d'analyser leur impact potentiel sur les enjeux humains, matériels et immatériels.
- Suivre les contentieux majeurs afin de tendre vers une réduction de leur impact.
- Assurer une veille continue relative à la connaissance des risques, plus spécifiquement sur les risques émergents.
- Arbitrer entre la conservation d'une partie des risques ou un transfert aux marchés de l'assurance et la réassurance.
- Améliorer la prévention et la bonne tenue des risques à travers un site dédié, permettant aussi de diffuser les standards et les meilleures pratiques en terme de risk management.

Carrefour souscrit pour l'ensemble de ses filiales des couvertures de dommages matériels et pertes d'exploitation, de responsabilité civile et de construction. Ces programmes ont été contractés auprès d'assureurs et de réassureurs de premier rang.

Le coût global d'assurance ressort à 80 millions d'euros pour les risques industriels. Le recours à l'auto-assurance est de l'ordre de 20% de l'ensemble. Il n'existe aucun risque spécifique connu et assurable qui ne fasse l'objet d'une couverture.

### **Les couvertures de dommages et de pertes d'exploitation**

L'assurance de dommages couvre non seulement les actifs de Carrefour et les éventuelles pertes d'exploitation en cas de sinistre qui s'y rapportent, mais aussi les actifs faisant l'objet de location qui lui sont confiés.

Le programme est composé de trois lignes successives qui permettent de répondre au besoin de chacun des formats (hard discount, proximité, supermarché, hypermarché et logistique). La capacité globale du montage est de 152 M€ pour les garanties de dommages et pertes d'exploitation cumulées. Par ailleurs, les franchises en dommages varient entre 2 000 et 15 000 Euros en Dommages Directs pour prendre en considération les différents formats de Carrefour.

### **Les couvertures de Responsabilité Civile**

Les couvertures souscrites ont vocation à couvrir le préjudice causé à un/des tiers tant en matière d'exploitation, que des produits ou pour des préjudices trouvant leur origine dans la responsabilité professionnelle de Carrefour.

Les garanties de Responsabilité Civile sont conformes aux pratiques de la profession. A titre d'exemple pour la responsabilité d'exploitation, en 2003, le plafond de garantie était de 152 M€.

Les franchises en responsabilité civile varient entre 500 Euros et 4 000 Euros pour prendre en considération les différents formats composant le Groupe.

### **Les couvertures d'assurance de construction**

Elles ont pour objet de couvrir les intervenants de l'acte de construire, mais aussi les conséquences qui peuvent en découler.

Les montants de garantie mis en place sont conformes aux pratiques du marché et aux limites disponibles sur le marché de l'assurance pour ce type de risque.

### **La couverture des risques d'atteinte à l'environnement**

Carrefour est couvert pour les risques d'atteinte à l'environnement dans le cadre de son programme mondial d'assurance de responsabilité civile.

Ces risques font l'objet d'une approche assurance particulière en raison des conditions imposées par les réassureurs, lesquels n'offrent pas réellement de possibilité de garantie pour les risques de pollution accidentelle. Néanmoins Carrefour a souscrit une protection pour les risques qui trouveraient leur origine dans une pollution graduelle.

Le montant maximum de couverture est de 15 M€ dans le cadre de la pollution dite graduelle.

### **La couverture des avantages sociaux**

Conformément à la législation en vigueur, aux conventions collectives et aux accords d'entreprise, des programmes couvrant les risques liés aux accidents de travail, frais médicaux, prévoyance et retraite ont été mis en place dans chaque pays.

**CHAPITRE V**  
**PATRIMOINE, SITUATION FINANCIERE, RESULTATS**  
(En complément des pages 77, 92, 93 et 119 du document de référence)

Tableau de variation des capitaux propres

(en millions d'euros)	Capital	Primes	Bénéfices non distribués	Situation nette part du Groupe	Intérêts hors Groupe
<b>Situation au 31 décembre 2000</b>	<b>1 777,9</b>	<b>261,4</b>	<b>5 570,3</b>	<b>7 609,5</b>	<b>1 322,8</b>
Résultat de l'exercice 2001			1 265,8	1 265,8	172,7
Dividendes au titre de l'exercice 2001			(391,1)	(391,1)	(88,8)
Annulation des dividendes sur actions propres					
Augmentation de capital et primes		0,5		0,5	11,1
Variation de l'écart de conversion (note 22)			(983,9)	(983,9)	(46,4)
Effet des variations de périmètre et autres mouvements <sup>(1) (2)</sup>			(514,4)	(514,4)	(166,2)
<b>Situation au 31 décembre 2001</b>	<b>1 777,9</b>	<b>261,9</b>	<b>4 946,7</b>	<b>6 986,4</b>	<b>1 205,2</b>
Résultat de l'exercice 2002			1 374,1	1 374,1	165,3
Dividendes au titre de l'exercice 2002			(460,0)	(460,0)	(40,0)
Annulation des dividendes sur actions propres					
Augmentation de capital et primes <sup>(3)</sup>	12,4	224,8		237,2	47,6
Variation de l'écart de conversion (note 22)			(1 856,2)	(1 856,2)	(36,4)
Effet des variations de périmètre et autres mouvements <sup>(4)</sup>			(118,2)	(118,2)	(458,9)
<b>Situation au 31 décembre 2002</b>	<b>1 790,3</b>	<b>486,7</b>	<b>3 886,4</b>	<b>6 163,3</b>	<b>882,7</b>
Résultat de l'exercice 2003			1 629,1	1 629,1	108,5
Dividendes au titre de l'exercice 2003			(530,0)	(530,0)	(70,0)
Annulation des dividendes sur actions propres					
Augmentation de capital et primes				0,0	13,9
Variation de l'écart de conversion (note 22)			(661,0)	(661,0)	4,9
Effet des variations de périmètre et autres mouvements			(42,1)	(42,1)	(119,0)
<b>Situation au 31 décembre 2003</b>	<b>1 790,3</b>	<b>486,7</b>	<b>4 282,3</b>	<b>6 559,3</b>	<b>821,0</b>

- (1) La variation des intérêts Groupe, en 2001, correspond principalement à la fixation définitive des survaleurs de Norte, GB et GS.
- (2) La variation des intérêts hors Groupe, en 2001, comprend pour l'essentiel, d'une part, l'augmentation résultant de la souscription de certificats perpétuels par des minoritaires (170,1 millions d'euros) et, d'autre part, la diminution résultant de l'acquisition par le Groupe d'intérêts minoritaires (-257,1 millions d'euros) et l'effet de la mise aux normes comptables du Groupe (-94,2 millions d'euros) concernant principalement la filiale Norte.
- (3) L'augmentation de capital et primes de la part du Groupe en 2002 provient essentiellement de la création d'actions émises en rémunération des actions Centros Comerciales Carrefour apportées dans le cadre de l'Offre Publique d'Echange initiée sur les titres de ladite société (cf. note 2).

- (4) La ligne « effets des variations de périmètre et autres mouvements » en 2002 est également impactée par l'Offre Publique d'Echange initiée sur les titres de Centros Comerciales Carrefour :
- Le mouvement part du Groupe correspond essentiellement à la moins-value dégagée sur les actions propres remises à l'échange ;
  - Le mouvement hors Groupe correspond essentiellement à la sortie des minoritaires.

## Engagements hors bilan

### **Engagements donnés**

(en M€)	Total	Détail par échéance		
		- d'un an	1 à 5 ans	+ de 5 ans
<b>Liés à la trésorerie</b>	<b>5 186</b>	<b>760</b>	<b>229</b>	<b>4 198</b>
Cautions, hypothèques et nantissements	754	374	223	158
Effets escomptés et titrisation	385	385	-	-
Engagement de financement donné par les sociétés financières	4 025	-	-	4 025
Autres	23	2	6	15
<b>Liés à l'exploitation/immobilier/expansion...</b>	<b>1 202</b>	<b>901</b>	<b>101</b>	<b>200</b>
Terrains	164	109	45	10
Achats à terme (marchandises)	712	712	-	-
Autres	326	80	56	191
<b>Liés aux acquisitions de titres</b>	<b>161</b>	-	-	<b>161</b>
Engagements d'achat de titres	134	-	-	134
Garanties de passifs	27	-	-	27
<b>Liés aux locations</b>	<b>6 867</b>	<b>582</b>	<b>1 525</b>	<b>4 760</b>
<b>Total</b>	<b>13 416</b>	<b>2 243</b>	<b>1 854</b>	<b>9 319</b>

### **Engagements reçus**

(en M€)	Total	Détail par échéance		
		- d'un an	1 à 5 ans	+ de 5 ans
<b>Liés à la trésorerie</b>	<b>6 907</b>	<b>2 094</b>	<b>3 161</b>	<b>1 652</b>
Lignes de crédit non utilisées	5 267	1 916	3 064	287
Cautions, hypothèques et nantissements	116	-	97	19
Lignes de crédit des sociétés financières	1 524	178	-	1 346
<b>Liés à l'exploitation/immobilier/expansion...</b>	<b>278</b>	<b>226</b>	<b>10</b>	<b>42</b>
<b>Liés aux acquisitions de titres</b>	<b>151</b>	-	-	<b>151</b>
Options d'achat de titres	134	-	-	134
Garanties de passifs	16	-	-	16
<b>Liés aux locations</b>	<b>661</b>	<b>94</b>	<b>221</b>	<b>346</b>
<b>Total</b>	<b>7 997</b>	<b>2 415</b>	<b>3 392</b>	<b>2 190</b>

Les comptes consolidés synthétiques des activités de service

Bilan consolidé synthétique des activités de service

En millions d'euros	2 003	2 002
Actif immobilisé	32,1	33,3
Concours à la clientèle	2 914,2	2 682,4
Autres actifs circulants	392,5	248,3
Total actif	3 338,8	2 964,0
Situation nette du Groupe	298,7	288,4
Intérêts hors Groupe	199,0	184,6
Emprunts	10,3	20,5
Financement des concours à la clientèle	2 699,5	2 347,0
Autres dettes	131,3	123,5
Total passif	3 338,8	2 964,0

Compte de résultat consolidé synthétique des activités de service

En millions d'euros	2 003	2 002
Marge commerciale	396,0	315,8
Résultat d'exploitation	133,9	108,9
Intérêts minoritaires	39,3	33,9
Résultat net courant, part du Groupe	56,7	53,1

Tableau des filiales et participations

Cf. tableau page suivante.

Filiales et participations

Information financière  
Certains renseignements n'ont pas été fournis en raison du préjudice grave pouvant résulter de leur divulgation.

(en millions d'euros)

	Capital	Capitaux propres hors capital	Quote part du capital détenu (en pourcentage)	Valeur comptable des titres Brute	Valeur comptable des titres Nettes	Résultat du dernier exercice clos	Prêts et avances consentis par la société et non encore remboursés	Montant des cautions et avoirs donnés par la société	Chiffre d'Affaires HT	Dividendes reçus	Observations
<b>A- Renseignements détaillés</b>											
<b>1. Filiales (%&gt;50)</b>											
BOEDIM	France	61,05	-40,86	100,00	62,05	20,20					
CARREFOUR FRANCE		1061,65	409,37	99,82	1160,73	1160,73	822		470	694,44	
COMPTON'S MODERNES		100,02	941,06	99,77	2990,34	2990,34	334		3 240		
CONTINENT France		0,04	96,98	100,00	150,69	150,69	93		921		
CONTINENT 2001		0,04	13,88	100,00	27,90	27,90	13				
DISCRUISE		27,79		100,00	27,79	0,28					
DUOCOONTI		55,63	3,05	100,00	48,16	48,16	3		7	2,02	
ERTECO		3,14	94,55	100,00	87,69	87,69	17		11		
LALAUDIS		0,18	1,49	98,90	28,08	26,08			2		
PRODIM		34,63	102,96	78,54	31,88	31,88	187		418	151,23	
PRM		137,41	-91,79	100,00	137,81	45,63					
SODISPO		7,66	0,70	80,00	19,21	19,21	47		3		
SZP		69,63	168,72	59,99	50,65	50,65				12,88	
<b>TOTAL</b>	<b>Etranger</b>				<b>4820,98</b>	<b>4859,43</b>	<b>1517</b>		<b>5071,95</b>	<b>860,57</b>	
CARREFOUR NEDERLAND BV	Etranger	2282,65		100,00	5347,80	5347,80					
CARREFOUR ASIA		17,21		100,00	22,95	0,00			280	40,84	
CARREFOUR ITALIA		78,00		95,00	1274,37	1274,37	8		772	,85	
GMR		2539,31		77,32	2154,94	2154,94	135		1051,67	41,69	
NORFINI HOLDER		1,36	2288,78	83,16	1904,50	1904,50					
PT CARREFOUR INDONESIA (ex-CONTIMAS)		42,53		100,40	100,40	100,40					
<b>TOTAL</b>	<b>France</b>				<b>10804,96</b>	<b>10782,02</b>					
<b>2. Participations (10-%&lt;50)</b>											
IMMOBILIERE CARREFOUR	France	840,27	119,31	20,08	582,11	582,11	127				
HYPARLO		31,50	117,42	20,00	27,57	27,57	8				
<b>TOTAL</b>	<b>Etranger</b>				<b>609,68</b>	<b>609,68</b>	<b>135</b>				
BEARBULL SAS	Etranger	69,88		50,00	34,34	34,34					
CARREFOUR KOREA CO.		593,74		20,56	156,88	156,88					
CARREFOUR MARINOPOULOS		171,34		21,44	34,58	34,58					
MODELO CONTINENTE		1100,00		22,37	204,87	204,87					
<b>TOTAL</b>	<b>France</b>				<b>431,08</b>	<b>431,08</b>					
<b>B- Renseignements globaux</b>											
<b>1. Autres filiales</b>											
	France				<b>96,28</b>	<b>92,11</b>		<b>354,00</b>		<b>77,73</b>	
	Etranger				<b>59,58</b>	<b>57,45</b>		<b>81,00</b>			
<b>2. Autres Participations</b>											
	France				<b>78,43</b>	<b>73,90</b>				<b>41,25</b>	
	Etranger				<b>71,90</b>	<b>20,68</b>				<b>2,46</b>	
<b>C- Renseignements globaux sur les titres</b>											
Filiales françaises (ensemble)											
Filiales étrangères (ensemble)											
Participations dans les sociétés françaises (ensemble)											
Participations dans les sociétés étrangères (ensemble)											

## Comptes semestriels au 30 juin 2004

### COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

<i>En millions d'euros</i>	<i>JUIN 2004</i>	<i>% Prog</i>	<i>JUIN 2003</i>
Ventes hors taxes	34 548.7	2.9%	33 587.6
Prix de revient des ventes	(27 004.1)	2.9%	(26 253.2)
Marge commerciale	7 544.6	2.9%	7 334.5
Frais généraux	(5 826.5)	2.5%	(5 684.1)
Autres produits et charges	309.6	1.9%	303.7
Résultat avant amortissements et provisions (EBITDA)	2 027.7	3.8%	1 954.1
Amortissements et provisions	(813.9)	2.7%	(792.5)
Résultat d'exploitation (EBIT)	1 213.8	4.5%	1 161.6
Résultat financier	(218.2)	-12.7%	(250.0)
<b>Résultat avant impôts</b>	<b>995.6</b>	<b>9.2%</b>	<b>911.6</b>
Impôts sur les bénéfices	(320.1)	9.1%	(293.5)
Résultat net courant des sociétés intégrées	675.6	9.3%	618.1
Résultat net courant des sociétés mises en équivalence	44.3	0.2%	44.2
Résultat net courant	719.9	8.7%	662.2
Intérêts minoritaires	(29.6)	-8.9%	(32.5)
Résultat net courant - Part du groupe avant amortissement de survaleurs	690.3	9.6%	629.7
Amortissements de survaleurs	(159.4)	0.8%	(158.1)
Résultat net courant - Part du groupe après amortissement de survaleurs	530.9	12.6%	471.6
Résultat exceptionnel, part du groupe	6.5		38.9
Résultat exceptionnel, part des minoritaires	(6.2)		0.1
Résultat net total	560.9	3.3%	543.0
Résultat net, part du groupe	537.5	5.3%	510.4

### PRINCIPAUX RATIOS

<b>Marge commerciale / Ventes</b>	<b>21.8%</b>	<b>21.8%</b>
Frais généraux / Ventes	-16.9%	-16.9%
<b>Résultat d'exploitation (EBIT) / Ventes</b>	<b>3.5%</b>	<b>3.5%</b>
Taux effectif d'impôt	-32.1%	-32.2%
Résultat avant amortissements et provisions / résultat financier	9.3x	7.8x
Résultat d'exploitation (EBIT) / résultat financier	5.6x	4.6x

BILAN CONSOLIDE
-----------------

<i>En millions d'euros</i>	<i>JUIN 2004</i>	<i>JUIN 2003</i>	<i>DEC 2003 *</i>
<b>ACTIF</b>			
Immobilisations incorporelles	10 044.8	10 369.3	10 197.8
Immobilisations corporelles	12 384.5	12 363.6	12 255.0
Immobilisations financières	2 289.0	2 096.1	2 089.1
<b>Actif immobilisé</b>	<b>24 718.3</b>	<b>24 829.0</b>	<b>24 541.9</b>
Stocks	5 794.0	5 595.8	5 690.7
Créances commerciales	2 844.0	3 090.1	3 182.2
Autres créances	1 783.2	2 919.6	2 228.1
Valeurs mobilières et placements financiers	956.4	1 554.3	2 588.5
Disponibilités	699.0	1 089.1	831.9
<b>Actif circulant</b>	<b>12 076.6</b>	<b>14 248.9</b>	<b>14 521.4</b>
<b>TOTAL</b>	<b>36 794.9</b>	<b>39 077.9</b>	<b>39 063.3</b>

<b>PASSIF</b>			
Situation nette, part du groupe	7 214.8	6 672.5	6 559.3
Intérêts hors groupe dans les sociétés consolidées	888.3	883.7	821.0
<b>Situation nette</b>	<b>8 103.1</b>	<b>7 556.2</b>	<b>7 380.3</b>
Provisions pour risques et charges	1 633.6	1 732.8	1 648.9
Emprunts	10 905.6	13 337.0	11 312.3
Fournisseurs	11 981.6	11 962.2	13 660.4
Autres dettes	4 171.0	4 489.7	5 061.4
<b>Dettes</b>	<b>27 058.2</b>	<b>29 788.9</b>	<b>30 034.1</b>
<b>TOTAL</b>	<b>36 794.9</b>	<b>39 077.9</b>	<b>39 063.3</b>

\* après répartition

PRINCIPAUX RATIOS
-------------------

	<i>JUIN 2004</i>	<i>JUIN 2003</i>	<i>DEC 2003</i>
Dette nette	9 250	10 694	7 892
Dette nette / Situation nette	114.1%	141.5%	107.0%
Trésorerie marchandise (en nombre de jours)	22.3	22.5	31.5

TABLEAU DE TRESORERIE CONSOLIDE
---------------------------------

<i>En millions d'euros</i>	<i>JUIN 2004</i>	<i>JUIN 2003</i>
<b><u>EXPLOITATION</u></b>		
Résultat net	560.9	543.1
Dotation aux amortissements	1 018.1	963.1
Moins-value (plus-value) sur cessions d'actifs	(69.1)	(88.4)
Variations des provisions et autres ressources opérationnelles	(58.5)	(38.6)
<u>Elimination des résultats des sociétés mises en équivalence nets de dividendes</u>	<u>2.9</u>	<u>(11.5)</u>
<b>Autofinancement</b>	<b>1 454.3</b>	<b>1 367.7</b>
<u>Variation du besoin en fonds de roulement</u>	<u>(1 323.0)</u>	<u>(1 476.0)</u>
<b>Variation de la trésorerie issue de l'exploitation</b>	<b>131.3</b>	<b>(108.3)</b>
<b><u>INVESTISSEMENT</u></b>		
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	(924,0)	(953.6)
Acquisitions de titres de participation	(160.7)	(257.8)
Cessions d'immobilisations	226.3	246.9
Cessions de titres de participation	16.8	90.4
<u>Autres emplois</u>	<u>(38,8)</u>	<u>(161.6)</u>
<b>Variation de la trésorerie issue des investissements</b>	<b>(880.4)</b>	<b>(1 035.7)</b>
<b><u>FINANCEMENT</u></b>		
Augmentation de capital en numéraire	10.1	7.5
Dividendes versés par Carrefour (société mère)		
et par les sociétés consolidées aux intérêts hors groupe	(574.6)	(492.0)
<u>Variation de l'endettement</u>	<u>(431.6)</u>	<u>1 248.6</u>
<b>Variation de la trésorerie issue du financement</b>	<b>(996.0)</b>	<b>764.0</b>
<u>Incidences des variations de change</u>	<u>(20.0)</u>	<u>(5.2)</u>
<b>Variation nette de la trésorerie</b>	<b>(1 765.1)</b>	<b>(385.1)</b>
Trésorerie à l'ouverture de l'exercice	3 420.0	3 028.6
<u>Trésorerie à la clôture de l'exercice</u>	<u>1 654.9</u>	<u>2 643.5</u>

VARIATION DE LA SITUATION NETTE CONSOLIDÉE
--

**APRES REPARTITION DES RESULTATS**

<u>En millions d'euros</u>	<u>Capital</u>	<u>Primes</u>	<u>Bénéfices non distribués</u>	<u>Situation nette - Part du groupe</u>	<u>Intérêts hors Groupe</u>
<b>Situation au 31 décembre 2001</b>	<b>1 777.9</b>	<b>261.9</b>	<b>4 946.7</b>	<b>6 986.4</b>	<b>1 205.2</b>
Résultat de l'exercice 2002			1 374.1	1 374.1	165.3
Dividendes au titre de l'exercice 2002			(460.0)	(460.0)	(40.0)
Annulation des dividendes sur actions propres					
Augmentation de capital et primes	12.4	224.8		237.2	47.6
Variation de l'écart de conversion			(1 856.2)	(1 856.2)	(36.4)
Effet des variations de périmètre et autres mouvements			(118.2)	(118.2)	(458.9)
<b>Situation au 31 décembre 2002</b>	<b>1 790.3</b>	<b>486.7</b>	<b>3 886.4</b>	<b>6 163.3</b>	<b>882.7</b>
Résultat de l'exercice 2003			1 629.1	1 629.1	108.5
Dividendes au titre de l'exercice 2003			(530.0)	(530.0)	(70.0)
Annulation des dividendes sur actions propres					
Augmentation de capital et primes					13.9
Variation de l'écart de conversion			(661.0)	(661.0)	4.9
Effet des variations de périmètre et autres mouvements			(42.1)	(42.1)	(119.0)
<b>Situation au 31 décembre 2003</b>	<b>1 790.3</b>	<b>486.7</b>	<b>4 282.3</b>	<b>6 559.3</b>	<b>821.0</b>
Résultat de l'exercice 2004			537.5	537.5	23.4
Dividendes au titre de l'exercice 2004					
Annulation des dividendes sur actions propres					
Augmentation de capital et primes		29.9		29.9	16.0
Variation de l'écart de conversion			83.3	83.3	8.0
Effet des variations de périmètre et autres mouvements			4.7	4.7	1.9
<b>Situation au 30 juin 2004 (1)</b>	<b>1 790.3</b>	<b>516.6</b>	<b>4 907.8</b>	<b>7 214.7</b>	<b>888.3</b>

(1) : avant répartition des résultats

## Résultats semestriels 2004

(en millions d'euros)	1 <sup>er</sup> semestre 2004	1 <sup>er</sup> semestre 2003	Variation
<b>Chiffre d'affaires hors taxes</b>	<b>34 549</b>	<b>33 588</b>	<b>+2,9%</b>
Résultat d'exploitation	1 214	1 162	+4,5%
Résultat net courant	720	662	+8,8%
<b>Résultat net courant part du Groupe :</b>			
• avant survaleurs	<b>690</b>	<b>630</b>	<b>+9,6%</b>
• après survaleurs	<b>531</b>	<b>472</b>	<b>+12,6%</b>
Résultat exceptionnel	-	39	ns
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>537</b>	<b>510</b>	<b>+5,3%</b>
Dette nette moyenne	9 626	11 096	
Dette nette Juin 2004	9 250	10 694	

### Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires hors taxes du premier semestre a atteint 34 549 millions d'euros, en progression de 4,0% à taux de change constants. Après impact négatif des taux de change, le chiffre d'affaires progresse de 2,9%. L'évolution du chiffre d'affaires au premier semestre témoigne notamment :

- De la forte croissance des ventes dans tous nos formats, en Europe hors France, en Amérique latine et en Asie ;
- De la réussite de notre stratégie multi-format en France. Les supermarchés Champion voient leur chiffre d'affaires progresser et gagnent des parts de marché. Notre format discount, ED, ainsi que nos magasins de proximités ont également enregistré une progression de leurs ventes ;
- De notre priorité de renforcer l'image prix de nos hypermarchés français afin de relancer nos ventes à magasins comparables et de regagner des parts de marché. Résultat de nos investissements prix, nous avons généré notre propre déflation entraînant ainsi une baisse de notre panier moyen. Au cours du semestre, cette baisse n'a pas encore été compensée par une augmentation des débits. Les ventes à magasins comparables de nos hypermarchés sont donc restées en baisse.

Chiffre d'affaires par zone (en millions d'euros)	1 <sup>er</sup> semestre 2004	1 <sup>er</sup> semestre 2003	Variation	Variation à taux de change constants
France	17 068	17 173	(0,6)%	(0,6)%
Europe (hors France)	12 775	12 049	+6,0%	+6,5%
Amérique latine	2 241	2 198	+1,9%	+6,7%
Asie	2 465	2 168	+13,7%	+23,3%
<b>Total</b>	<b>34 549</b>	<b>33 588</b>	<b>+2,9%</b>	<b>+4,0%</b>

**Résultat d'exploitation**      **+4,5%**

Le taux de marge commerciale reste stable par rapport au 30 juin 2003, à 21,8 % du chiffre d'affaires. La baisse de 20 points de base du taux de marge en France a été compensée par la hausse des marges en Europe et en Asie. Dans ces régions, la marge a augmenté notamment grâce à une amélioration des

synergies d'achats, de la logistique et au redressement de certaines entités après un fort investissement en prix dans l'ensemble des pays

Les coûts de distribution sont stables en pourcentage du chiffre d'affaires à 16,9%. L'augmentation des investissements en marketing et publicité et la hausse des loyers ont été compensées par la réduction des coûts due à l'optimisation des coûts administratifs.

Le résultat d'exploitation progresse ainsi de 4,5% à 1 214 millions d'euros.

### ***Résultat net courant part du Groupe après amortissement des survaleurs : + 12,6 %***

Le groupe a enregistré une baisse de 12,7% des frais financiers, due principalement à la réduction de la dette nette moyenne.

Le taux d'impôt est stable à 32,1%.

Le résultat net courant part du Groupe progresse de 12,6 % après amortissement des survaleurs.

### ***Résultat exceptionnel***

Le résultat exceptionnel au 30 juin 2004 est composé de l'impact de la régularisation des positions d'impôts différés dans certains pays du Groupe, d'une provision pour risque fiscal au Brésil et de diverses reprises et dotations de provisions fiscales, risques terrain et fermetures de magasins pour un montant net non significatif

### ***Perspectives de fin d'année***

Nous prévoyons une croissance des ventes du groupe d'environ 5% à taux de change constants.

Le Groupe confirme son objectif d'une croissance à deux chiffres du résultat net par action – avant et après survaleurs.

Nous prévoyons une réduction de la dette nette de plus de 500 millions d'euros et un taux de retour sur capitaux employés à 19%.

### ***Principes comptables***

Les principes comptables retenus pour l'élaboration des comptes au 30 juin 2004 sont comparables à ceux décrits dans l'annexe des comptes consolidés au 31 décembre 2003.

## **Rapport des Commissaires aux comptes sur l'examen limité du tableau d'activité et des résultats semestriels consolidés**

En notre qualité de commissaires aux comptes et en application de l'article L. 232-7 du Code de commerce, nous avons procédé à :

- l'examen limité du tableau d'activité et de résultats, présenté sous la forme d'états de synthèse semestriels consolidés, de la société Carrefour, relatifs à la période du 1<sup>er</sup> janvier 2004 au 30 Juin 2004, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel.

Ce tableau d'activité et de résultats semestriels consolidés a été établi sous la responsabilité du Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ce tableau d'activité et de résultats semestriels consolidés.

Nous avons effectué cet examen selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences limitées conduisant à une assurance, moins élevée que celle résultant d'un audit, que le tableau d'activité et de résultats semestriels consolidés ne comporte pas d'anomalies significatives. Un examen de cette nature ne comprend pas tous les contrôles propres à un audit, mais se limite à mettre en œuvre des procédures analytiques et à obtenir des dirigeants et de toute personne compétente les informations que nous avons estimées nécessaires.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas, au regard des règles et principes comptables français, relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la régularité et la sincérité du tableau d'activité et de résultats semestriels consolidés, et l'image fidèle qu'il donne du résultat des opérations du semestre, ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'ensemble constitué par les entreprises comprises dans la consolidation, à la fin de ce semestre.

Nous avons également procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, à la vérification des informations données dans le rapport semestriel commentant le tableau d'activité et de résultats semestriels consolidés sur lequel a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec le tableau d'activité et de résultats semestriels consolidés.

Paris La Défense et Neuilly-sur-Seine, le 31 août 2004

KPMG Audit  
*Département de KPMG S.A.*

Deloitte Touche Tohmatsu

Jean-Luc Decornoy

Jean-Paul Picard

Frédéric Moulin